

industriel, les communications, l'urbanisme ainsi que la science et la technologie sur l'ensemble du territoire.

Un important accord provincial, qui met fin à des années de controverses et qui autorise des espoirs nouveaux de croissance économique à Terre-Neuve, a été signé avec cette province au sujet de l'exploitation des ressources marines par la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M^{lle} Carney). Dans notre groupe, nous sommes très fiers de notre collègue et de l'Accord Atlantique, je vous assure.

Des voix: Bravo!

Mme McDougall: Peut-être le changement le plus fondamental, et un changement bien accueilli d'un bout à l'autre du pays, réside-t-il dans la nouvelle attitude du gouvernement vis-à-vis de la consultation et de la collaboration avec les Canadiens de toutes conditions sociales pour la planification des politiques fédérales, comme je l'ai fait remarquer au début de mon intervention. Le Programme de renouveau économique constituait une déclaration de résolution nationale et le point de convergence pour les consultations à venir avec tous les secteurs de la communauté canadienne. Il proclamait l'intention du gouvernement de faire disparaître les obstacles à la croissance et de donner libre cours aux énergies créatrices des Canadiens en vue de construire un avenir meilleur. Le document de politique reconnaissait les responsabilités économiques importantes des gouvernements provinciaux. Les consultations du premier ministre avec les dix premiers ministres provinciaux à Regina ont arrêté de nouvelles normes de collaboration véritable dans l'intérêt national. Cette attitude positive s'est manifestée à nouveau lors de la conférence économique nationale couronnée de succès qui a pris fin samedi dernier. Ceux d'entre nous qui y assistions, et ceux qui en ont suivi la retransmission dans tout le pays, ont senti le climat de ferveur qui y régnait.

Dans le cadre de nos relations avec nos voisins, deux rencontres ont eu lieu entre le premier ministre et le président des États-Unis. Ces rencontres ont donné lieu à la conclusion d'accords importants sur les relations commerciales, sur les pluies acides, sur la défense du Nord et sur le saumon du Pacifique.

Au cours des quatre derniers mois nous avons publié une série de documents de consultation portant sur des aspects particuliers de notre vie économique, dont l'accès aux marchés extérieurs, lesquels sont l'élément capital de la vie économique du Canada; le financement des exportations, indispensable pour soutenir ce commerce; le développement de la petite entreprise; l'exploitation minière; les allocations familiales et les pensions de vieillesse; le logement; la formation professionnelle; et les questions fiscales dans l'agriculture. Certains de ces documents se concentrent sur les façons pratiques dont les entreprises et le gouvernement peuvent planifier et collaborer à construire une économie plus solide et créer des emplois. D'autres documents traitent des moyens d'assurer que notre régime d'assistance sociale répondra le mieux aux besoins des plus nécessiteux. Tous ces documents reconnaissent non seulement le besoin vital de prendre des mesures, mais la nécessité de donner aux Canadiens toute l'occasion voulue de contribuer aux principales décisions de principe.

Je pourrais en parler davantage, mais le fait est que notre gouvernement a agi, et qu'il l'a fait avec célérité de bien des façons concrètes. Le gouvernement a amorcé un effort national

Les subsides

concentré pour faire participer les Canadiens pour qu'ils puissent se rendre compte à quel point il s'efforce de bâtir l'avenir afin qu'ils puissent l'y aider. Les mesures que nous avons prises, et le processus de discussion et de débat que nous avons entamé, contribuent directement à la restauration de la confiance dans l'avenir du pays. La célérité des députés d'en face à déprécier les mesures de notre gouvernement est une chose—ennuyeuse, mais prévisible—mais le mépris cavalier dont témoigne la motion à l'étude et l'amendement concernant les contributions que les Canadiens peuvent apporter à l'élaboration du budget qui sera bientôt présenté, montrent véritablement l'attitude cynique et complètement dépassée qui caractérise les députés d'en face. Ils ne sont plus en contact avec la réalité, monsieur le Président, ni au diapason du peuple canadien. Pas étonnant que les Canadiens les aient massivement rejetés le 4 septembre dernier, et ils ne se rendent toujours pas compte que de très importants changements sont intervenus ce jour-là. Non seulement le gouvernement a-t-il changé, mais encore la façon dont l'État fonctionne. Tout a changé pour le mieux. Nous avons maintenant un gouvernement vraiment national qui tient à consulter les Canadiens de tous les segments des secteurs public et privé et de tous les coins du pays et à collaborer avec eux. Cela prend du temps et participe du sens des responsabilités que les Canadiens attendent de nous, le gouvernement qu'ils ont élu. Plus vite les députés d'en face se rendront compte de cette nouvelle réalité, monsieur le Président, plus vite ils pourront commencer à relever eux aussi de façon constructive les défis économiques du Canada.

● (1700)

Ces députés devraient aussi admettre que l'économie montre des signes réels d'encouragement maintenant et pour l'avenir, et surtout pour les chômeurs. Des emplois sont créés, la croissance est plus forte qu'on ne l'avait prévu, la balance commerciale se maintient à des niveaux sans précédent, l'inflation est bien maîtrisée, notre compétitivité s'améliore et notre confiance est à la hausse.

Les choses ont commencé à bouger et c'est ce que nous ont dit les participants à notre conférence au cours de la fin de semaine. Nous comptons bien tabler sur ce mouvement à l'occasion du prochain budget. Et c'est aussi ce que nous allons faire au cours des mois et des années à venir. C'est une tâche immense, monsieur le Président, et nous saurons l'accomplir avec la collaboration et l'appui de tous les députés. Mais ce sera fait de toute manière et bien fait avec l'aide des Canadiens de toutes les régions.

M. MacLellan: Monsieur le Président, j'aurais quelques observations à faire au sujet du discours du ministre. Elle a dit que son gouvernement agissait rapidement. S'il agit encore plus lentement, il fera marche arrière. Le gouvernement a été élu le 4 septembre et tout ce que nous avons appris c'est qu'il lui a fallu beaucoup de temps pour présenter un budget, au moins une date ou tout au moins une date probable, car nous ne savons pas exactement quand le budget sera présenté. En principe ce sera dans la semaine du 20 mai.

La ministre a dit que deux changements seraient apportés à la TRPG. D'abord la durée d'application de ce programme instauré par l'ancien gouvernement libéral sera prolongée et, en second lieu, le montant fixé par cet ancien gouvernement sera accru. Eh bien, c'est à cent lieues de ce que le premier ministre (M. Mulroney) avait promis en juillet, trois jours